

Le tir dans l'infanterie

Après le temps du constat, celui de l'action !

ENGLISH VERSION

There is a time to observe and a time to act !

The latest reports of the Infantry Shooting Commission (CTI) have constantly emphasized the gloomy prospects of shooting. However some proposals are being made to improve the situation.

In particular, in July 2003, the CTI made 12 major recommendations. We must now devote our attention on how they should be implemented and which means their enforcement require.

It is currently difficult to implement the infantry shooting policy and this situation may last longer. To improve it, we must take measures covering all directions to heighten the deciders' awareness, to train properly and provide the units with adapted training facilities. Above all, they must be a concern for everyone involved in the chain of command.

After a short survey of the current achievements of infantry shooting, this article develops some short and long term solutions and details the conditions required to implement them.

LONG LASTING DIFFICULTIES

As a general rule, it is difficult to implement the current infantry collective instruction and shooting training policy.

The guidebook of collective training and the policy of infantry shooting still remain the reference documents for battalions.

They state the training objectives to be reached by the units at all levels. These objectives are standardized, accompanied by indicators and thresholds which apply to unit training or to the test conducted by specialized training centres (CEITO: the combat shooting centre; CIM: the missile training centre). They are normally planned during the time/space framework of a 16 month operational cycle. This is precisely the training schedule that battalions cannot meet.

The reasons for that have been clearly identified (over-use, unexpected missions etc.). The visible and immediate effects are all the same and are known and quantified: the occupancy rates of the LARZAC and SUIPPES centres have constantly decreased for two and a half years, the results stagnate or worsen depending on the weapons systems, the units have difficulties conducting progressive and sustained individual or collective training, tests are not frequent etc. There is no use dwelling on the subject.

As a result it becomes increasingly difficult to assess operational shooting capabilities of units, especially of those who have not been tested in the recent months.

This fact has become a major matter of concern for those in charge of training development.

Indeed, the use of weapons or even the credible threat of their use is essential to soldiers in



Les derniers comptes rendus de la commission du tir de l'infanterie (CTI) dressent de façon répétitive le constat d'une situation peu réjouissante du tir. Pour autant, des propositions sont faites pour améliorer la situation. La CTI de juillet 2003 a notamment développé 12 propositions majeures. Leur mise en œuvre et les moyens à consentir pour les appliquer doivent désormais retenir notre attention.

La politique du tir de l'infanterie est actuellement difficilement appliquée et ce phénomène risque de s'inscrire dans la durée. Une amélioration franche de la situation ne passera que par la mise en œuvre de mesures omnidirectionnelles portant sur la sensibilisation de la hiérarchie, la formation et l'équipement des garnisons en moyens d'instruction adaptés. Elles doivent avant tout mobiliser l'ensemble des acteurs de la chaîne de commandement.

Après une courte analyse de l'état général du tir dans l'infanterie, cet article développe quelques ébauches de solutions à court ou plus long terme et précise les conditions requises pour les mettre en œuvre.

DES DIFFICULTÉS PERSISTANTES

De manière générale, la politique d'instruction collective et d'entraînement au tir de l'infanterie est actuellement difficile à mettre en pratique.

Le guide de l'instruction collective et la politique du tir de l'infanterie demeurent les ouvrages de référence pour les régiments.

Ils définissent aux différents niveaux d'unités les objectifs pédagogiques à atteindre en tir. Ces objectifs sont normés, assortis d'indicateurs et de seuils, applicables dans le cadre de l'instruction en unité ou lors des contrôles effectués dans les centres d'instruction spécialisés (CEITO et CIM). Ils s'inscrivent normalement dans le cadre espace temps du cycle opérationnel à 16 mois, et c'est principalement ce calendrier que les régiments n'arrivent pas à respecter.

Les causes en sont maintenant clairement identifiées (sur-emploi, missions inopinées, etc.). Les effets visibles et immédiats sont tout aussi connus et quantifiés : taux de fréquentation des centres d'évaluation du LARZAC et de SUIPPES en baisse régulière depuis deux ans et demi, niveau stagnant ou baissant selon les systèmes d'armes, difficultés des corps de troupe à conduire une instruction individuelle et collective progressive et suivie, contrôles peu fréquents, etc. Il n'est donc pas utile de s'appesantir plus avant.

Il en résulte une difficulté croissante à apprécier la capacité des unités au tir opérationnel, notamment pour celles qui n'ont pas été évaluées au cours des derniers mois. Ce constat est désormais une préoccupation majeure des responsables de la préparation opérationnelle.

Le tir dans l'infanterie. *Après le temps du constat, celui de l'action !*

En effet, l'emploi des armes ou la menace crédible de leur emploi demeure au cœur de l'efficacité des combattants de contact et la manœuvre d'une unité ne vaut que parce qu'elle permet de déplacer des systèmes d'armes à portée de tir. Tactique et tir sont donc indissociables, et l'un ne peut être sacrifié à l'autre.

Il est donc nécessaire de replacer le tir au centre de l'instruction, en redonnant le goût du tir et en s'attachant à ce qu'il ne devienne pas une variable d'ajustement dans la préparation et la réalisation des activités opérationnelles.

UNE EBAUCHE DE REPONSE ?

La conjoncture ne doit pas pour autant empêcher de réagir. Des mesures concrètes permettraient d'améliorer la situation. Leur mise en œuvre nécessite une action résolue des acteurs de terrain et du commandement, qui fixe le cap et donne les moyens.

L'ÉCOLE

Tout d'abord, il revient à l'école d'application de l'infanterie de fixer le cap. Dans le cadre de ses attributions, le général commandant l'école est responsable de la définition de la politique du tir de l'infanterie. La politique de tir actuelle a été approuvée en 2002. Elle détaille la formation individuelle et collective, le contrôle et l'évaluation. A court terme, il ne s'agit pas de bouleverser une politique générale qui a fait ses preuves, mais plutôt de l'adapter aux ambitions d'une armée professionnelle dont la formation s'inscrit dans la durée.

Par ailleurs, l'école travaille actuellement à la refonte du TTA 203, manuel d'instruction

du tir aux armes légères. Ce document aborde la formation individuelle et collective et comprendra deux parties distinctes : l'une relative au tir des unités TTA ou Proterre, l'autre centrée sur le tir dans l'infanterie.

Il induira des modifications dans les modules tir des circulaires définissant les formations de spécialité (FSI-FSE) des militaires du rang. Il prévoit une augmentation des volumes horaires consacrés à l'instruction technique et au tir, avec pour objectif principal de livrer des recrues en fin de formation initiale maîtrisant les fondamentaux du tir et " sachant tirer à vie ".

En parallèle, l'école élabore un nouveau concept d'instruction au tir de combat (ITC ou NTTC), portant à la fois sur la manipulation de l'arme et le tir à courte portée. Ce travail est effectué en liaison étroite avec l'école d'infanterie suisse, qui enseigne ces savoir-faire depuis plusieurs années (cf. encart NTTC).

Dès cette année, les programmes de formation des stagiaires de l'école (DFCU, DA et DFSO) intègrent ces évolutions et prévoient des séances de tir supplémentaires pour redonner au tir sa place légitime au cœur de la formation des cadres.

LES REGIMENTS

Au niveau des unités et sections, l'encadrement doit revenir sur l'exécution des fondamentaux du tir en reprenant si nécessaire l'instruction technique à la base, en rentabilisant les séances de tir et en utilisant les indicateurs de la politique de tir qui permettent de situer le niveau atteint et de préciser les actions correctives. Il faut si possible "tirer plus, mais surtout tirer mieux".



ENGLISH VERSION

contact and there's nothing like a well conducted manoeuvre that brings the enemy within the range of weapons. Tactics and the use of weapons are thus indissociable, and one cannot be disregarded in the place of the other.

We therefore need to focus our training on shooting to ensure that it does not become a variable in the preparation and the conduct of operational activities.

A POSSIBLE ANSWER ?

Current events must not prevent us from reacting. Taking practical measures should improve the situation. Their implementation needs a resolute drive from experienced soldiers and commanders who determine the objectives to reach and provide the according means.

THE SCHOOL

First of all, it is the responsibility of the Infantry School to determine the objectives. The General commanding the Infantry School determines the infantry shooting policy; this comes within his competence. The shooting policy was approved in 2002. It goes into all the details of the individual and collective training, of the test and the evaluation. In the short term there is no need to drastically change a policy which has stood the test of time, but rather to adapt it to the aspirations of a professional army whose training must be planned in the long term.

Besides, the School is now revising the TTA 203, the small arms shooting regulation. . This manual deals with individual and collective training and will include two parts: a first one for all-arms shooting (Proterre), and a second one for infantry shooting.

The shooting modules of the circulars dealing with soldier specialty training will be consequently modified. The manual provides for more time dedicated to technical training and shooting, with the main objective to enable the recruits ending the basic training to master shooting fundamentals "for life".

Simultaneously, the School is developing a new combat shooting training concept (ITC or NTTC) concerning both the handling of the weapon and short range shooting. This work is conducted in close connection with the Swiss army who has been teaching it for many years (see NTTC insert).

Already this year, the training courses (company commanders, platoon-leaders and NCOs wings) will be modified accordingly and provide for more shooting sessions to re-establish shooting as the essential skill at the core of officers' and NCOs' training.

THE BATTALIONS

At company and platoon levels, the staff must bring up again the fundamentals of shooting and, if necessary, start the training from scratch, making the shooting sessions more cost-effective and using the required indicators of the shooting policy to assess the level reached and determine the necessary corrective actions. If possible we must "practice more, and above all, better shooting".

The SITTAL small arms trainer (new generation) accommodates specific infantry weapons and it will be fielded to all battalions in 2004; it will help to improve live fire shooting.

As a complement, the battalions are requested to organize periodic shooting tests by themselves, which is not really already the case. Within this framework, individual and collective shooting tests could be organized, for instance, when returning from operations. Thus, Commanding

Officers, company commanders and platoon leaders would regularly know the operational capability of their unit. This measure will be proposed and implemented as early as 2004. It must be flexible, easy to implement and ready for use by the staff so as to enable them to plan the training.

As far as collective training is concerned, the reference documents state again as an objective that each combat unit shall undergo testing in the specialized centres once in every 16-month cycle. When reporting, the companies must comply with the four platoons structure, amongst which one shall operate the middle-range anti-tank weapons and the mortars. The battalions must pay particular attention to conform to the threshold organization. (4 platoons at 80% of the TOE) for all activities: collective training and exercises, company evaluation at the CEITO, the CENTAC (combat training centre) and the future CENZUB (FIBUA facility) and for partnership training. Efforts must be particularly focused on 81 mm mortar squads so as to improve their efficiency in 2004.

Finally, in the future brigade commanders will be better informed of the results of the evaluations undergone by their units and particularly of the way the training period was conducted, since it is the raison d'être of the specialized training centres.

SAVING TIME

The major problem is to "give the units time". If the current conditions of over-use should last - which is likely to occur - , it will become more and more difficult to plan the necessary periods of training at the CEITO.

More attention should be devoted to the training conducted in the garrisons, especially as these conditions prevail. If only all the battalions had shooting facilities in their garrisons (an outdoor or at least an indoor firing range, up-to-date target equipment and combat shooting complexes)... Some units must eat up several dozen kilometres before they can use an outdoor range, worthy of the name. In this area, the Regional Commands have a major role to play. With the limitation of resources, any properly organized shooting policy must determine how they should be allocated. The standards of infantry shooting can be met again, only by giving priority to facilities close to the battalions. Although this action can bear fruit only in the middle or the long term, we should not postpone it.

In the short term, commanders should reduce infantry overseas missions to keep up with the scheduled shooting periods. The benefits of the implementation of the PROTERRE units concept [out of area land forces projection] could be already seen this year. However this concept should be extended to the national territory, so as to cut down significantly the share of secondary missions which tend to increase constantly and infringe upon normal training time. If any choice should be made, shooting training must take precedence over any other training. In particular, the chain of forces must consider rotations at the CEITO or SUIPPES as SACRED.

Under the present circumstances, the infantry finds it difficult to practice shooting training. The units cannot currently take advantage of the facilities offered by the specialized centres and some national training areas, during the time normally planned for collective training. In spite of it, there are some solutions to achieve high shooting standards again and instil a "passion for shooting".

We must commit ourselves with determination and in all directions. A coordinated action of all the parties involved is also required.

Le SITTAL NG prend en compte l'armement spécifique de l'infanterie et il sera en place dans tous les régiments en 2004 : il contribuera à cette amélioration du tir réel.

En complément, il est demandé aux régiments d'instaurer à leur niveau un contrôle du tir périodique, qui n'existe pas réellement aujourd'hui. Dans ce cadre, un test du niveau individuel et collectif pourrait être mis sur pied à chaque retour d'opération, par exemple. De la sorte, le chef de corps, le commandant de compagnie ou le chef de section connaîtraient de manière périodique et instantanée la capacité opérationnelle de leur unité. Cette mesure sera proposée et mise en œuvre dès 2004. Elle doit rester souple d'utilisation, simple à réaliser et à la disposition des cadres de contact pour planifier leur instruction.

Dans le domaine de la formation collective, les documents de référence réaffirment l'objectif d'un passage en centre d'évaluation par cycle de 16 mois pour toutes les unités de combat. Les unités doivent se présenter sur la structure quaternaire, à quatre sections de combat, dont une mettant en œuvre les appuis antichars à moyenne portée et les mortiers. Les régiments doivent s'attacher à appliquer le modèle seuil (4 sections à 80% du DUO) pour les activités d'instruction collective, d'entraînement ainsi que pour le contrôle des unités au CEITO, au CENTAC, dans le futur CENZUB et pour le partenariat. Un effort particulier doit être porté sur la remontée en puissance des groupes mortiers de 81mm en 2004.

Enfin, les commandants de brigades seront à l'avenir mieux informés du résultat des évaluations au tir de leurs unités, mais surtout de la réalisation effective du séjour d'entraînement, qui reste la raison d'être principale des centres spécialisés.

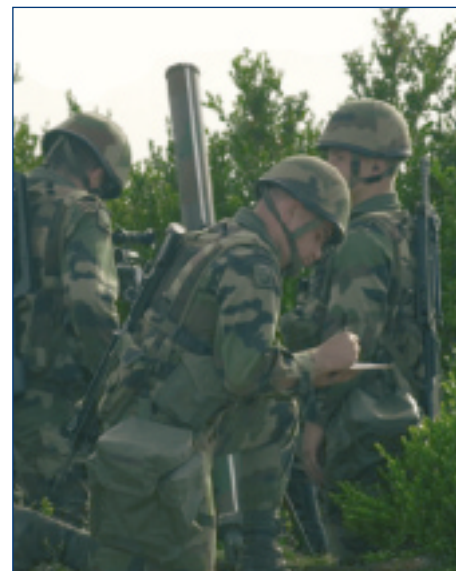
TROUVER DU TEMPS

Le problème principal reste néanmoins de " donner du temps aux unités ". Si le suremploi actuel devait perdurer, ce qui semble actuellement probable, il deviendra de plus en plus difficile de dégager régulièrement les créneaux nécessaires à l'entraînement au CEITO.

Dans ces conditions, l'entraînement au tir effectué dans les garnisons devra faire l'objet d'une attention plus soutenue. Encore faudrait-il que tous les régiments disposent d'installations de tir adaptées en garnison (champ de tir ou au minimum stand, équipement en ciblisme moderne, parcours de tir). Certaines unités doivent effectuer

plusieurs dizaines de kilomètres avant de pouvoir utiliser un champ de tir digne de ce nom. Les Régions Terre ont ici un rôle majeur à jouer. Toute politique d'amélioration du tir ne peut faire l'économie de choix dans l'attribution de moyens comptés. C'est en donnant une priorité aux infrastructures de proximité des régiments, que le tir pourra pleinement retrouver sa place dans l'infanterie. Cette action ne portera ses fruits qu'à moyen ou long terme ; il ne faut pas pour autant la différer.

A court terme, le commandement s'attache à alléger les missions extérieures de l'infanterie pour retrouver des créneaux d'instruction. Le concept des unités PROTERRE devrait commencer à faire sentir ses effets cette année. Il faudrait toutefois le prolonger sur le territoire national pour faire diminuer sensiblement la part croissante que prennent les missions annexes sur le temps normalement consacré à l'instruction collective. Enfin, s'il faut choisir, une activité tir doit primer sur toute autre activité d'instruction. Le passage au CEITO ou à SUIPPES doit notamment être SANCTUARISE dans la chaîne des forces.



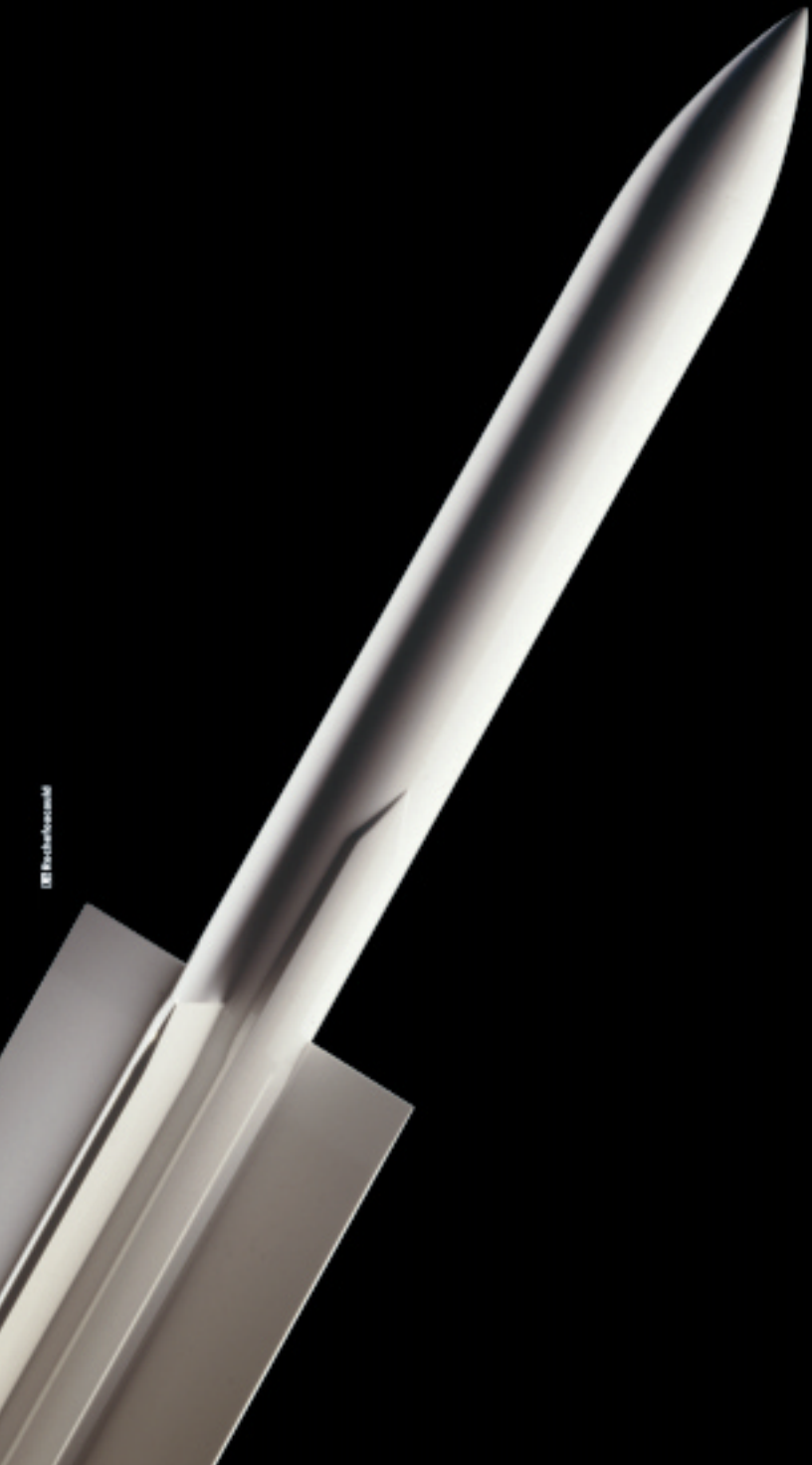
La conjoncture reste rude pour le tir de l'infanterie. Les unités ne peuvent actuellement exploiter pleinement les capacités qu'offrent les centres d'instruction spécialisés et certains camps nationaux dans le temps imparti à l'instruction collective. Pourtant, des solutions existent pour permettre aux unités de retrouver un niveau élevé d'entraînement au tir et la "passion du tir".

Un engagement résolu et tout azimut est nécessaire. Il nécessite l'action concertée de l'ensemble des acteurs concernés.

CBA Stephen CATALA
DEP DE L'INFANTERIE



ASTER



© MBDA

Missile Anti-Missile

MBDA
MISSILE SYSTEMS

www.mbda.net